

ANICC

44 RUE D'ALESIA

75014 PARIS

Bilan et Resultat Association

Présenté en Euros

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

édité le 31/05/2024

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)
-------	---	---

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 000	5 457	543	0,05	1 743	0,15
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains	20 000		20 000	1,72	20 000	1,70
. Constructions	80 000	18 844	61 156	5,25	65 156	5,53
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	7 080	4 800	2 279	0,20	3 162	0,27
. Autres immobilisations corporelles	19 609	17 248	2 361	0,20	2 675	0,23
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	518		518	0,04	518	0,04
. Autres titres immobilisés						
. Prêts	236 949		236 949	20,34	233 246	19,80
. Autres						
TOTAL (I)	370 156	46 349	323 807	27,79	326 500	27,72
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	21 410		21 410	1,84	19 353	1,64
Avances et acomptes versés sur commandes	9 727		9 727	0,83	8 886	0,75
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	120 590		120 590	10,35	134 444	11,41
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	210 367		210 367	18,05	257 638	21,87
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	477 146		477 146	40,95	429 293	36,44
Charges constatées d'avance	2 112		2 112	0,18	1 863	0,16
TOTAL (II)	841 352		841 352	72,21	851 478	72,28
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 211 508	46 349	1 165 159	100,00	1 177 979	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)
--------	---	---

FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres	725 285	62,25	707 012	60,02
Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice	4 858	0,42	18 273	1,55
Situation nette (sous total)	730 143	62,66	725 285	61,57
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	200 632	17,22	196 291	16,66
TOTAL (I)	930 775	79,88	921 576	78,23
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques			2 158	0,18
Provisions pour charges	19 973	1,71	19 973	1,70
TOTAL (III)	19 973	1,71	22 131	1,88
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 178	7,22	73 207	6,21
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	96 601	8,29	114 334	9,71
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	33 632	2,89	46 731	3,97
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	214 411	18,40	234 272	19,89
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 165 159	100,00	1 177 979	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		174 966				169 037				5 929		3,51	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		214 798				204 107				10 691		5,24	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		167 750				216 089				-48 339		-22,36	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		3 526				215				3 311		N/S	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		11				3				8		266,67	
Total des produits d'exploitation (I)		561 051				589 451				-28 400		-4,81	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		258 169				236 235				21 934		9,28	
Aides financières		26 000				51 319				-25 319		-49,33	
Impôts, taxes et versements assimilés		20 792				14 741				6 051		41,05	
Salaires et traitements		190 995				184 649				6 346		3,44	
Charges sociales		74 814				73 539				1 275		1,73	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		7 421				7 325				96		1,31	
Dotations aux provisions						2 158				-2 158		-100,00	
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		3				14 078				-14 075		-99,97	
Total des charges d'exploitation (II)		578 194				584 044				-5 850			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-17 143				5 407				-22 550		-417,04	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations		22 486				18 783				3 703		19,71	
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		3 239				1 255				1 984		158,09	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		15 240								15 240		N/S	
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		40 965				20 038				20 927		104,44	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													
Total des charges financières (IV)													
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		40 965				20 038				20 927		104,44	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	23 822	25 445	-1 623	-6,37
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	1 527		1 527	N/S
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	1 527		1 527	N/S
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	45		45	N/S
Sur opérations en capital	15 240		15 240	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	4 341	3 948	393	9,95
Total des charges exceptionnelles (VI)	19 626	3 948	15 678	397,11
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-18 099	-3 948	-14 151	-358,42
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	865	3 224	-2 359	-73,16
Total des produits (I + III + V)	603 542	609 489	-5 947	-0,97
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	598 684	591 217	7 467	1,26
EXCEDENT OU DEFICIT	4 858	18 273	-13 415	-73,40

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Dons en nature					
Prestations en nature					
Bénévolat					
TOTAL					
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Préambule

L'activité de l'Association est d'une part, de fixer des accords interprofessionnels entre les producteurs de champignons de couche et les industriels, d'autre part, d'étudier tous problèmes tendant à améliorer les conditions générales de la production française des champignons de couche, de proposer aux pouvoirs publics toutes mesures susceptibles d'aider à l'organisation du marché, ainsi que toutes actions tendant à en favoriser l'expansion, de définir en commun les problèmes techniques intéressant les producteurs et les transformateurs et qui devraient faire l'objet de recherches de la part des organismes techniques compétents.

Pour cette activité, l'association emploie 4 salariés, dont 1 salarié à Paris assurant l'animation et la direction de la structure et 3 salariés en Maine et Loire réalisant les études et recherches relatives aux champignons de couche.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 165 158,78 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 4 858,02 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

L'ANICC est une Association régie par la loi de 1901.

L'Association est assujettie à la T.V.A. depuis le 1er janvier 1999.

Conformément aux dispositions de l'instruction administrative 4 H-5-98 du 15 septembre 1998 concernant le régime fiscal des associations, l'ANICC est assujettie à l'Impôt sur les Sociétés et à la Taxe Professionnelle à compter du 1er janvier 2000.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

Evénements de l'année 2023 :

1) Le Compte de Résultat

1.a - Les recettes de l'Association sont composées pour l'essentiel de cotisations versées par les professionnels du secteur (industriels et producteurs) et de subventions des organismes publics Français et Communautaires.

Cotisations :

L'Association a enregistré en produit des cotisations pour un montant de 174.966 Euros, soit :

* 104.907 Euros de cotisations provenant des producteurs du Marché Champignon Frais

* 13.709 Euros de cotisations provenant des producteurs du Marché Champignon Transformé

* 56.350 Euros de cotisations provenant des producteurs Européens de Champignon.

Celles-ci sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Elles font l'objet d'un appel trimestriel (annuel pour la cotisation des producteurs européens) et leur montant est déclaré par les producteurs en fonction de leur volume de production pour la période.

Subventions :

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte "Produits constatés d'avance".

1.b - L'association ANICC est mandatée pour gérer l'animation du GEPC.

L'activité du GEPC génère des "cotisations" auprès des producteurs européens d'un montant de 61.394 euros.

Les charges du fonctionnement du GEPC s'élèvent à 62.157 euros.

Le Résultat de l'activité du GEPC est une perte de -763 euros et est compris dans le Résultat de l'Association ANICC.

1.c - L'association ANICC perçoit une subvention de FRANCE AGRIMER pour le projet ATHENA (portant sur la production de connaissances nouvelles et mobilisables sur les itinéraires de production agroécologiques des champignons cultivés afin de répondre aux impératifs de performance économique des entreprises et aux attentes sociétales en matière de sécurité alimentaire et de préservation de l'environnement) et pour lequel elle est porteuse du projet. Celui-ci est conduit par l'ANICC qui perçoit la totalité de la subvention, en partenariat avec le CATE, à qui est reversée une partie (50%) de la Subvention (selon une convention).

2) Au Passif du Bilan :

2.a - Le report à nouveau est constitué par les montants des "sommes en comptes" et de la "VNC des immobilisations" pour leur valeur au 31 décembre 1999.

2.b - Une provision pour retraite (IDR) était été calculée et comptabilisée jusqu'au 31/12/2014 en fonction des critères suivants : convention collective pour les industries de produits alimentaires élaborés, table de mortalité TD 96-98, totalité des salariés en CDI, TEC 10 au 31/12/2014, revalorisation des salaires : 2% l'an, âge de départ en retraite auparavant estimée à 65 ans a été ramenée à 63 ans. Compte tenu de la faible ancienneté du personnel actuel de l'Association, il n'a pas été constaté de provision pour IDR au titre de l'exercice clos le 31/12/2023.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)

2.c - Les amortissements dérogatoires correspondent à l'amortissement du coût de la construction détenue par la SCIFELT, laquelle est comprise dans les immobilisations financières (Prêt et Avance SCIFELT pour l'Anicc, pour un montant de 236.949,29 euros).

2.d - Il a été constaté au 31/12/2022 une provision pour risque en rapport avec un litige survenu avec un fournisseur d'électricité. Cette provision à hauteur de 50% de la somme réclamée, soit un montant de 2.158 Euros a été reprise dans les comptes au 31/12/2023, suite à l'obtention d'un avoir total de la part du fournisseur.

3) A l'Actif du Bilan :

3.a - L'Association détient 36.17% des parts de la SCIFELT, l'amortissement calculé correspond à 5 % annuel de 36.17 % du montant de la construction et 10 % annuel de 36.17 % du montant des installations. Le total de l'Amortissement dérogatoire au 31 décembre 2023 s'élève à 200.632,01 euros.

3.b - Les produits à recevoir s'élèvent à 72.728 euros.

Ils se composent de :

* Factures à établir ; il s'agit des cotisations producteurs 2023 perçues sur le 1er trimestre 2024 pour 38.228 Euros.

* Subventions ; accordées par le financeur PAYS DE LA LOIRE 2021, 2022 et 2023 pour 34.500 euros.

3.c - Les placements financiers étaient constitués de valeurs mobilières de placement et de comptes bancaires rémunérés (Livret A Association et Compte d'Epargne). La valeur brute des VMP est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Il n'y a plus de placements en VMP depuis les comptes clos le 31 décembre 2015.

4) L'Association a employé 4 salariés pendant l'exercice, les plus fortes rémunérations correspondent au total du compte salaires, soit 189.707,79 euros. L'effectif étant inférieur à 5, nous ne détaillerons pas les rémunérations individuellement.

5) Engagements hors bilan :

En date du 4/11/2017, le CA de l'ANICC a autorisé un prêt en faveur de la FNSACC d'un montant pouvant aller jusqu'à 40000 euros. Cette autorisation se renouvelant par tacite reconduction. La FNSACC a utilisé ce prêt à hauteur de 20000 euros, cette autorisation a pris fin en 2023 avec le remboursement de cette somme.

6) Information sur les transactions effectuées avec des personnes physiques ou morales du secteur Champignon :

En début d'année, les prestations de l'Anicc envers les entités suivantes sont définies par une Convention de Fonctionnement et une Convention de Frais de Personnel qui sont mutualisés. Ainsi, l'ANICC refacture les quote part de frais revenant à la FNSACC, la SCI FPC, au GEPC et au GEPC PROMO.

* La refacturation des Frais de Fonctionnement a occasionné un Produit pour l'Anicc :

- refacturation au GEPC pour un montant de 6.684,89 Euros HT

- refacturation à la FNSACC pour un montant de 7.427,64 Euros HT

- refacturation à la SCI FPC pour un montant de 2.991,04 Euros HT

* La refacturation des Frais de Personnel et de Comptabilité a occasionné un Produit pour l'Anicc :

- refacturation au GEPC pour un montant de 35.000,00 Euros HT

- refacturation à la FNSACC pour un montant de 11.200,00 Euros HT

- refacturation à la SCI FPC pour un montant de 9.000,00 Euros HT

- refacturation au GEPC PROMO pour un montant de 31.958,11 Euros HT

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)

7) L'association ANICC participe à l'animation du GEPC PROMO, qui est une association créée en 2022. L'ANICC contribue épisodiquement à des avances de dépenses de cette structure, celles-ci ayant été pour l'essentiel remboursées, il demeure à la clôture de l'exercice une Créance de l'ANICC sur le GEPC PROMO de 246,92 euros.

Les autres éléments ne sont pas significatifs.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable, applicable à compter du 01/01/2020.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.3 - Stocks :**

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré).

Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.2.4 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.5 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.6 - Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Le calcul de la provision IDR n'a pas été réévalué depuis la reprise du personnel du CTC.
Le montant comptabilisé correspond à la provision dotée par le CTC au 31/12/2018.

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentée en EUROS

Edité le 31/05/2023

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	6 000			6 000
Immobilisations corporelles	125 663	1 025		126 688
Immobilisations financières	249 005	22 486	34 023	237 468
TOTAL	380 668	23 511	34 023	370 156

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 257	1 200		5 457
TOTAL I	4 257	1 200		5 457
Terrains				
Constructions				
sur sol propres	14 844	4 000		18 844
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels	3 918	883		4 800
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	9 776	414		10 190
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	6 133	925		7 057
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	34 671	6 221		40 893
TOTAL GENERAL (I+II)	38 928	7 421		46 349

3.3 - Eléments constitutifs du fond commercial

3.3.1 - Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises				
Matières premières	19 353	21 410	19 353	21 410
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	19 353	21 410	19 353	21 410

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	236 949		236 949
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	120 590	120 590	
Autres créances	184 367	184 367	
Charges constatées d'avance	2 112	2 112	
TOTAL	544 018	307 069	236 949

3.5 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	38 228
Subventions / financements	34 500
Autres produits à recevoir	
TOTAL	72 728

3.6 - Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers				
Comptes financiers	15 240		15 240	
TOTAL	15 240		15 240	

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	707 012	18 273			725 285
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	18 273		4 858	18 273	4 858
Dont générosité du public					
Situation nette	725 285	18 273	4 858	18 273	730 143
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées	196 291		4 341		200 632
Dont générosité du public					
TOTAL	921 576	18 273	9 199	18 273	930 775
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires	196 291	4 341		200 632
Autres provisions réglementées				
TOTAL I	196 291	4 341		200 632
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires	19 973			19 973
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 158		2 158	
TOTAL II	22 131		2 158	19 973
TOTAL GENERAL (I+II)	218 422	4 341	2 158	220 605
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation			2 158	
- financières				
- exceptionnelles		4 341		

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	84 178	84 178		
Dettes fiscales & sociales	96 601	96 601		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	33 632	33 632		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	214 411	214 411		

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**4.4 - Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	17 237
Dettes fiscales & sociales	24 923
Autres dettes	
TOTAL	42 160

5 - Notes sur le compte de résultat**5.1 - Subventions de fonctionnement**

L'Anicc a perçu des subventions destinées à financer (en partie) les frais de fonctionnement du Centre Technique, responsable des recherches et essais en lien avec la conduite de la culture du champignon de Paris, après justification des frais engagés auprès des financeurs.

Ces Fonds listés ci-dessous ont été totalement utilisés ;

- * FRANCE AGRIMER : 52.000,00 Euros HT (dont 50% sont reversées au Cocontractant)
- * REGION CENTRE : 8.333,33 Euros HT
- * PAYS DE LOIRE : 23.000,00 Euros HT
- * ADAR : 84.417,00 Euros HT

6 - Autres informations**6.1 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés**

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe au-delà de leur valeur au 31/12/2018, provision établie par le CTC et intégrée dans les comptes de l'ANICC suite à la reprise du personnel.

6.2 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non Cadres	2	
TOTAL	4	0

Hughes BEJANIN

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie
Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
19 rue de Turbigo 75002 PARIS

**Association Nationale Interprofessionnelle du Champignon de Couche
(ANICC)**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
44 rue d'Alésia
75014 PARIS
SIRET : 30952850300027

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

A l'Assemblée générale de L'Association Nationale Interprofessionnelle du Champignon de Couche,

I. Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels clos le 31 décembre 2023 de L'Association Nationale Interprofessionnelle du Champignon de Couche tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Le point de l'annexe « Subventions » expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement des engagements pris par votre association. Dans le cadre de mon appréciation des principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié la correcte séparation des exercices ainsi que de la cohérence et la pertinence des informations données en annexe sur ce point.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 31 mai 2024



Hughes BEJANIN
Commissaire aux comptes

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)
-------	---	---

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 000	5 457	543	0,05	1 743	0,15
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains	20 000		20 000	1,72	20 000	1,70
. Constructions	80 000	18 844	61 156	5,25	65 156	5,53
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	7 080	4 800	2 279	0,20	3 162	0,27
. Autres immobilisations corporelles	19 609	17 248	2 361	0,20	2 675	0,23
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	518		518	0,04	518	0,04
. Autres titres immobilisés						
. Prêts	236 949		236 949	20,34	233 246	19,80
. Autres						
TOTAL (I)	370 156	46 349	323 807	27,79	326 500	27,72
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	21 410		21 410	1,84	19 353	1,64
Avances et acomptes versés sur commandes	9 727		9 727	0,83	8 886	0,75
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	120 590		120 590	10,35	134 444	11,41
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	210 367		210 367	18,05	257 638	21,87
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	477 146		477 146	40,95	429 293	36,44
Charges constatées d'avance	2 112		2 112	0,18	1 863	0,16
TOTAL (II)	841 352		841 352	72,21	851 478	72,28
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 211 508	46 349	1 165 159	100,00	1 177 979	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)
--------	---	---

FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres	725 285	62,25	707 012	60,02
Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice	4 858	0,42	18 273	1,55
Situation nette (sous total)	730 143	62,66	725 285	61,57
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées	200 632	17,22	196 291	16,66
TOTAL (I)	930 775	79,88	921 576	78,23
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques			2 158	0,18
Provisions pour charges	19 973	1,71	19 973	1,70
TOTAL (III)	19 973	1,71	22 131	1,88
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 178	7,22	73 207	6,21
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	96 601	8,29	114 334	9,71
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	33 632	2,89	46 731	3,97
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	214 411	18,40	234 272	19,89
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 165 159	100,00	1 177 979	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		174 966				169 037				5 929		3,51	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		214 798				204 107				10 691		5,24	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		167 750				216 089				-48 339		-22,36	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		3 526				215				3 311		N/S	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		11				3				8		266,67	
Total des produits d'exploitation (I)		561 051				589 451				-28 400		-4,81	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		258 169				236 235				21 934		9,28	
Aides financières		26 000				51 319				-25 319		-49,33	
Impôts, taxes et versements assimilés		20 792				14 741				6 051		41,05	
Salaires et traitements		190 995				184 649				6 346		3,44	
Charges sociales		74 814				73 539				1 275		1,73	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		7 421				7 325				96		1,31	
Dotations aux provisions						2 158				-2 158		-100,00	
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		3				14 078				-14 075		-99,97	
Total des charges d'exploitation (II)		578 194				584 044				-5 850			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-17 143				5 407				-22 550		-417,04	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations		22 486				18 783				3 703		19,71	
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		3 239				1 255				1 984		158,09	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		15 240								15 240		N/S	
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		40 965				20 038				20 927		104,44	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													
Total des charges financières (IV)													
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		40 965				20 038				20 927		104,44	

COMPTÉ DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
------------------------------	---	---	-----------------------------------	---

RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	23 822	25 445	-1 623	-6,37
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	1 527		1 527	N/S
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	1 527		1 527	N/S
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	45		45	N/S
Sur opérations en capital	15 240		15 240	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	4 341	3 948	393	9,95
Total des charges exceptionnelles (VI)	19 626	3 948	15 678	397,11
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-18 099	-3 948	-14 151	-358,42
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	865	3 224	-2 359	-73,16
Total des produits (I + III + V)	603 542	609 489	-5 947	-0,97
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	598 684	591 217	7 467	1,26
EXCEDENT OU DEFICIT	4 858	18 273	-13 415	-73,40

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Dons en nature					
Prestations en nature					
Bénévolat					
TOTAL					
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Préambule

L'activité de l'Association est d'une part, de fixer des accords interprofessionnels entre les producteurs de champignons de couche et les industriels, d'autre part, d'étudier tous problèmes tendant à améliorer les conditions générales de la production française des champignons de couche, de proposer aux pouvoirs publics toutes mesures susceptibles d'aider à l'organisation du marché, ainsi que toutes actions tendant à en favoriser l'expansion, de définir en commun les problèmes techniques intéressant les producteurs et les transformateurs et qui devraient faire l'objet de recherches de la part des organismes techniques compétents.

Pour cette activité, l'association emploie 4 salariés, dont 1 salarié à Paris assurant l'animation et la direction de la structure et 3 salariés en Maine et Loire réalisant les études et recherches relatives aux champignons de couche.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 165 158,78 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 4 858,02 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

L'ANICC est une Association régie par la loi de 1901.

L'Association est assujettie à la T.V.A. depuis le 1er janvier 1999.

Conformément aux dispositions de l'instruction administrative 4 H-5-98 du 15 septembre 1998 concernant le régime fiscal des associations, l'ANICC est assujettie à l'Impôt sur les Sociétés et à la Taxe Professionnelle à compter du 1er janvier 2000.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

Evénements de l'année 2023 :

1) Le Compte de Résultat

1.a - Les recettes de l'Association sont composées pour l'essentiel de cotisations versées par les professionnels du secteur (industriels et producteurs) et de subventions des organismes publics Français et Communautaires.

Cotisations :

L'Association a enregistré en produit des cotisations pour un montant de 174.966 Euros, soit :

* 104.907 Euros de cotisations provenant des producteurs du Marché Champignon Frais

* 13.709 Euros de cotisations provenant des producteurs du Marché Champignon Transformé

* 56.350 Euros de cotisations provenant des producteurs Européens de Champignon.

Celles-ci sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Elles font l'objet d'un appel trimestriel (annuel pour la cotisation des producteurs européens) et leur montant est déclaré par les producteurs en fonction de leur volume de production pour la période.

Subventions :

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte "Produits constatés d'avance".

1.b - L'association ANICC est mandatée pour gérer l'animation du GEPC.

L'activité du GEPC génère des "cotisations" auprès des producteurs européens d'un montant de 61.394 euros.

Les charges du fonctionnement du GEPC s'élèvent à 62.157 euros.

Le Résultat de l'activité du GEPC est une perte de -763 euros et est compris dans le Résultat de l'Association ANICC.

1.c - L'association ANICC perçoit une subvention de FRANCE AGRIMER pour le projet ATHENA (portant sur la production de connaissances nouvelles et mobilisables sur les itinéraires de production agroécologiques des champignons cultivés afin de répondre aux impératifs de performance économique des entreprises et aux attentes sociétales en matière de sécurité alimentaire et de préservation de l'environnement) et pour lequel elle est porteuse du projet. Celui-ci est conduit par l'ANICC qui perçoit la totalité de la subvention, en partenariat avec le CATE, à qui est reversée une partie (50%) de la Subvention (selon une convention).

2) Au Passif du Bilan :

2.a - Le report à nouveau est constitué par les montants des "sommes en comptes" et de la "VNC des immobilisations" pour leur valeur au 31 décembre 1999.

2.b - Une provision pour retraite (IDR) était été calculée et comptabilisée jusqu'au 31/12/2014 en fonction des critères suivants : convention collective pour les industries de produits alimentaires élaborés, table de mortalité TD 96-98, totalité des salariés en CDI, TEC 10 au 31/12/2014, revalorisation des salaires : 2% l'an, âge de départ en retraite auparavant estimée à 65 ans a été ramenée à 63 ans. Compte tenu de la faible ancienneté du personnel actuel de l'Association, il n'a pas été constaté de provision pour IDR au titre de l'exercice clos le 31/12/2023.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)

2.c - Les amortissements dérogatoires correspondent à l'amortissement du coût de la construction détenue par la SCIFELT, laquelle est comprise dans les immobilisations financières (Prêt et Avance SCIFELT pour l'Anicc, pour un montant de 236.949,29 euros).

2.d - Il a été constaté au 31/12/2022 une provision pour risque en rapport avec un litige survenu avec un fournisseur d'électricité. Cette provision à hauteur de 50% de la somme réclamée, soit un montant de 2.158 Euros a été reprise dans les comptes au 31/12/2023, suite à l'obtention d'un avoir total de la part du fournisseur.

3) A l'Actif du Bilan :

3.a - L'Association détient 36.17% des parts de la SCIFELT, l'amortissement calculé correspond à 5 % annuel de 36.17 % du montant de la construction et 10 % annuel de 36.17 % du montant des installations. Le total de l'Amortissement dérogatoire au 31 décembre 2023 s'élève à 200.632,01 euros.

3.b - Les produits à recevoir s'élèvent à 72.728 euros.

Ils se composent de :

* Factures à établir ; il s'agit des cotisations producteurs 2023 perçues sur le 1er trimestre 2024 pour 38.228 Euros.

* Subventions ; accordées par le financeur PAYS DE LA LOIRE 2021, 2022 et 2023 pour 34.500 euros.

3.c - Les placements financiers étaient constitués de valeurs mobilières de placement et de comptes bancaires rémunérés (Livret A Association et Compte d'Epargne). La valeur brute des VMP est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Il n'y a plus de placements en VMP depuis les comptes clos le 31 décembre 2015.

4) L'Association a employé 4 salariés pendant l'exercice, les plus fortes rémunérations correspondent au total du compte salaires, soit 189.707,79 euros. L'effectif étant inférieur à 5, nous ne détaillerons pas les rémunérations individuellement.

5) Engagements hors bilan :

En date du 4/11/2017, le CA de l'ANICC a autorisé un prêt en faveur de la FNSACC d'un montant pouvant aller jusqu'à 40000 euros. Cette autorisation se renouvelant par tacite reconduction. La FNSACC a utilisé ce prêt à hauteur de 20000 euros, cette autorisation a pris fin en 2023 avec le remboursement de cette somme.

6) Information sur les transactions effectuées avec des personnes physiques ou morales du secteur Champignon :

En début d'année, les prestations de l'Anicc envers les entités suivantes sont définies par une Convention de Fonctionnement et une Convention de Frais de Personnel qui sont mutualisés. Ainsi, l'ANICC refacture les quote part de frais revenant à la FNSACC, la SCI FPC, au GEPC et au GEPC PROMO.

* La refacturation des Frais de Fonctionnement a occasionné un Produit pour l'Anicc :

- refacturation au GEPC pour un montant de 6.684,89 Euros HT

- refacturation à la FNSACC pour un montant de 7.427,64 Euros HT

- refacturation à la SCI FPC pour un montant de 2.991,04 Euros HT

* La refacturation des Frais de Personnel et de Comptabilité a occasionné un Produit pour l'Anicc :

- refacturation au GEPC pour un montant de 35.000,00 Euros HT

- refacturation à la FNSACC pour un montant de 11.200,00 Euros HT

- refacturation à la SCI FPC pour un montant de 9.000,00 Euros HT

- refacturation au GEPC PROMO pour un montant de 31.958,11 Euros HT

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)

7) L'association ANICC participe à l'animation du GEPC PROMO, qui est une association créée en 2022. L'ANICC contribue épisodiquement à des avances de dépenses de cette structure, celles-ci ayant été pour l'essentiel remboursées, il demeure à la clôture de l'exercice une Créance de l'ANICC sur le GEPC PROMO de 246,92 euros.

Les autres éléments ne sont pas significatifs.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable, applicable à compter du 01/01/2020.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.3 - Stocks :**

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré).

Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.2.4 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.5 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.6 - Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Le calcul de la provision IDR n'a pas été réévalué depuis la reprise du personnel du CTC.
Le montant comptabilisé correspond à la provision dotée par le CTC au 31/12/2018.

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentée en EUROS

Edité le 31/05/2023

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	6 000			6 000
Immobilisations corporelles	125 663	1 025		126 688
Immobilisations financières	249 005	22 486	34 023	237 468
TOTAL	380 668	23 511	34 023	370 156

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 257	1 200		5 457
TOTAL I	4 257	1 200		5 457
Terrains				
Constructions				
sur sol propres	14 844	4 000		18 844
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels	3 918	883		4 800
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	9 776	414		10 190
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	6 133	925		7 057
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	34 671	6 221		40 893
TOTAL GENERAL (I+II)	38 928	7 421		46 349

3.3 - Eléments constitutifs du fond commercial

3.3.1 - Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises				
Matières premières	19 353	21 410	19 353	21 410
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	19 353	21 410	19 353	21 410

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	236 949		236 949
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	120 590	120 590	
Autres créances	184 367	184 367	
Charges constatées d'avance	2 112	2 112	
TOTAL	544 018	307 069	236 949

3.5 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	38 228
Subventions / financements	34 500
Autres produits à recevoir	
TOTAL	72 728

3.6 - Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers				
Comptes financiers	15 240		15 240	
TOTAL	15 240		15 240	

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	707 012	18 273			725 285
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	18 273		4 858	18 273	4 858
Dont générosité du public					
Situation nette	725 285	18 273	4 858	18 273	730 143
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées	196 291		4 341		200 632
Dont générosité du public					
TOTAL	921 576	18 273	9 199	18 273	930 775
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires	196 291	4 341		200 632
Autres provisions réglementées				
TOTAL I	196 291	4 341		200 632
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires	19 973			19 973
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 158		2 158	
TOTAL II	22 131		2 158	19 973
TOTAL GENERAL (I+II)	218 422	4 341	2 158	220 605
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation			2 158	
- financières				
- exceptionnelles		4 341		

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	84 178	84 178		
Dettes fiscales & sociales	96 601	96 601		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	33 632	33 632		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	214 411	214 411		

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**4.4 - Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	17 237
Dettes fiscales & sociales	24 923
Autres dettes	
TOTAL	42 160

5 - Notes sur le compte de résultat**5.1 - Subventions de fonctionnement**

L'Anicc a perçu des subventions destinées à financer (en partie) les frais de fonctionnement du Centre Technique, responsable des recherches et essais en lien avec la conduite de la culture du champignon de Paris, après justification des frais engagés auprès des financeurs.

Ces Fonds listés ci-dessous ont été totalement utilisés ;

- * FRANCE AGRIMER : 52.000,00 Euros HT (dont 50% sont reversées au Cocontractant)
- * REGION CENTRE : 8.333,33 Euros HT
- * PAYS DE LOIRE : 23.000,00 Euros HT
- * ADAR : 84.417,00 Euros HT

6 - Autres informations

6.1 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe au-delà de leur valeur au 31/12/2018, provision établie par le CTC et intégrée dans les comptes de l'ANICC suite à la reprise du personnel.

6.2 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non Cadres	2	
TOTAL	4	0